

# La Charte

76<sup>e</sup> année - Novembre-Décembre 2005 - N° 6 - Organe de la Fédération Nationale André-Maginot



© GIACM

**«Artisans de la paix» (les OPEX)**

*pages 9 à 14*

**Le budget 2006 des anciens combattants**

*page 20*

**Cérémonie à la Grande Garenne**

*pages 4 et 5*



## « Artisans de la paix »

(OPEX 1994-2005)

LES diplomates fêtent actuellement les 10 ans des accords de Dayton qui ont mis fin à trois années de guerre civile en ex-Yugoslavie. Pour beaucoup ce conflit aux portes de l'Europe appartient désormais à l'Histoire, alors que nous avons encore des troupes engagées sur le terrain, et qu'après avoir fait près de 200 000 morts et plus de 2 millions de déplacés il est loin d'être terminé. Depuis, de nombreux foyers de tensions se sont développés sur tous les continents, la plupart du temps au détriment des populations civiles qu'il faut protéger. Il faut aussi faciliter leur retour après les combats dans des environnements souvent précaires et chaotiques. Les fronts ne sont plus linéaires et il n'y a plus de discrimination entre civils et militaires. Par ailleurs le désengagement des états et la multiplication des acteurs nationaux, internationaux et surtout non gouvernementaux rendent très complexe le traitement de ces crises d'un nouveau type. Ainsi la multiplication des ONG<sup>(1)</sup> – qui sont passées de 2 000 dans les années 1980 à près de 200 000 aujourd'hui – modifie les règles d'intervention. Et que dire de toutes ces organisations internationales qui sont dotées de moyens financiers considérables et de leur poids en terme juridique face aux énormes mouvements de réfugiés générés par chaque conflit. Cela suppose de nouvelles méthodes pour maîtriser ces environnements en s'appuyant sur l'utilisation de compétences issues du monde civil.

J'appartiens à cette génération qui fut formée aux principes de la dissuasion, qui attendait l'ennemi face à la trouée de Nuremberg, mais qui n'a finalement connu que les « opérations extérieures ». Il y a dans cette terminologie une sorte de « fausse pudeur », cultivée par nos politiques et par nos états-majors, comme si notre société avait peur d'évoquer ces réalités inconcevables que nous avons pu côtoyer depuis 1990 en ex-Yugoslavie, à seulement deux heures de Paris. Mais ces réalités peuvent être

aussi insoutenables en terme de barbarie, comme l'ont démontré depuis les tragédies du Rwanda, du Libéria, du Sierra Leone et actuellement de la Côte d'Ivoire, pour ne parler que de l'Afrique. Ces réalités sont venues frapper à ma porte lorsqu'en mars 1994 le ministère de la Défense est venu me solliciter en tant qu'officier de réserve pour aider le Commandement des Opérations Spéciales (COS) à lancer un nouveau concept connu depuis sous le vocable d'« ACM » (Affaires civilo-militaires).

En effet suite aux enseignements de la Première guerre du Golfe et à l'instar de ce qui est pratiqué par les « Civil-Affairs » anglo-saxons, l'amiral Lanxade, à l'époque Chef d'Etat Major des Armées, a décidé qu'une meilleure « gestion des sorties de crise » était devenue un impératif stratégique. C'est pour cette raison qu'il demanda à l'Etat-Major des Armées, et notamment au COS<sup>(2)</sup>, de tester et de monter en puissance ce nouveau concept à partir d'une relation civilo-

militaire renforcée et revalorisée. Elle supposait entre autres une nouvelle utilisation des réserves en opération extérieure. Cette orientation devait permettre d'inaugurer une nouvelle forme de liens « Armées-Nations » reposant sur le volontariat. En acceptant cette mission et les suivantes, je ne me doutais pas que j'allais vivre des pages superbes d'Histoire en Bosnie, en Macédoine puis au Kosovo pendant une bonne dizaine d'années. Au-delà de l'intensité des opérations que j'ai pu vivre avec d'autres camarades, qui furent aussi tous volontaires pour ces missions, il y a en toile de fond une formidable aventure humaine dont je voudrais témoigner. Celle-ci a permis depuis de faire émerger une nouvelle organisation pour prendre en compte de nouvelles

1. O.N.G. : Organisation non gouvernementale.
2. C.O.S. : Commandement des Opérations Spéciales.

▼ Sécurisation en Bosnie.

© G.I.A.C.M.





## « ARTISANS DE LA PAIX »

formes de « coopération civilo-militaires » dans les Armées. Ce concept n'a rien à voir avec les Affaires Indigènes ou les initiatives du même ordre qui ont été mises en oeuvre à l'époque de Lyautey, même s'il s'en inspire. Les contextes et les contraintes du terrain ne sont plus les mêmes.

A l'époque j'exerçais les responsabilités de directeur marketing à la tête d'un grand groupe de BTP français. Certes, j'avais une certaine sensibilité aux questions de défense par mon cursus professionnel mais aussi par mes engagements personnels en tant que réserviste et ancien auditeur de l'IHEDN<sup>(3)</sup>. Néanmoins je ne m'attendais pas à être engagé directement dans le règlement d'un conflit majeur alors que j'avais d'autres préoccupations civiles à l'époque. Pour bien situer mon témoignage il faut se rappeler que nous étions juste après la chute du mur de Berlin. C'était pour tout le monde la fin de « la guerre froide ». Comme pour beaucoup de ma génération qui ont connu Beyrouth et les quelques crises africaines, le temps n'était plus aux guerres totales et fratricides telles qu'elles furent vécues par mon grand-père sur le sol européen, ni même aux guerres révolutionnaires qu'a vécues mon père en Indochine, en Afrique ou en Algérie. Ma génération est plutôt celle des « dividendes de la paix » et se sent d'abord concernée par cette « guerre virtuelle » que nos sociétés connaissent avec l'ouverture des frontières et la mondialisation des économies. Elle

ne connaît les conflits régionaux qui ensanglantent actuellement 70 % de la planète que par le prisme de l'action humanitaire et celui des « télétons » permanents qui bercent nos sociétés dans une compassion médiatique dès qu'il y a une catastrophe naturelle.

Pour autant pendant que les experts en sécurité internationale s'intéressaient au nouvel ordre mondial, je côtoyais au travers de mes responsabilités civiles un grand désordre sur le terrain, désordre qui n'a fait que s'amplifier depuis. Mes missions m'emmenaient au Liban pour tenter de reconstruire sa capitale, dans les pays d'Europe Centrale qui aspiraient à un autre avenir, en Asie qui commençait à affirmer son émergence. Pour mes équipes les défis collectifs étaient chaque fois de l'ordre de l'inconcevable avec des problèmes de sorties de crise et des enjeux en terme de reconstruction qui remettaient en question tous nos fondements de gouvernance. C'est parce que j'étais au milieu de ces réflexions et logiques d'action que les équipes de l'amiral Lanxade, m'ont demandé d'essayer de monter en puissance une combinaison des meilleures expertises issues du monde militaire et du monde civil.

Le terrain d'expérimentation a été par nécessité celui de la Bosnie, compte tenu de notre engagement dans l'OTAN<sup>(4)</sup>. La méthode choisie pour traiter ce conflit fut d'utiliser mon statut d'officier de réserve et de faire acte de volontariat pour partir en opé-

ration extérieure, d'abord sous mandat onusien, puis sous mandat de l'OTAN. Avec l'accord de mon employeur j'ai donc signé un engagement spécial dans la réserve, ce qui ne fut pas sans poser de nombreuses difficultés par la suite tant sur le plan professionnel que familial, les deux étant peu habitués à ces contextes hybrides. Il faut préciser que les Armées, qui sortaient pour leur part du système de la conscription, étaient peu préparées à ces nouvelles relations contractuelles avec la société civile. Ces difficultés institutionnelles et administratives commencent à être surmontées au prix de discussions et négociations indescriptibles entre l'administration et les représentants de la société civile.

C'était plus simple hier avec le temps des « guerres » et la loi sur la mobilisation générale. Il est plus difficile aujourd'hui de concilier les intérêts des uns et des autres, le temps des « crises » étant plus sujet à des interprétations subjectives. Pourtant sur le terrain les réalités restent les mêmes... la guerre n'a pas changé sur le fond... elle a juste changé sur la forme. Il ne s'agit plus de guerres entre nations, mais de guerres civiles, voire de guerres ethniques, claniques. Les effets sur les populations sont comme toujours inadmissibles, intolérables face aux questions de dignité humaine et de respect des droits de l'homme. Ils le sont peut-être encore plus aujourd'hui compte tenu de l'extrême médiatisation des sociétés mondiales. La guerre est toujours pré-

▼ Kosovo 2003



© PASCAL COLLOT.

▼ Mitrovica





Dessin Pascal Collot (Kosovo 2003).

sente, même si elle se pratique différemment. L'objectif n'est plus de traiter des confrontations entre des états mais de neutraliser des psychopathes locaux. Ces derniers veulent jouer à la troisième guerre mondiale en utilisant l'arme médiatique. Pour cela ils prennent en otage les populations civiles et jouent sur les peurs des sociétés occidentales qui sont obsédées par le « risque zéro », le « zéro mort » et se cachent de plus en plus derrière le « principe de précaution ».

Tel fut le cahier des charges qui nous a été soumis lorsque je suis arrivé à Sarajevo pour faire l'évaluation de la situation et des possibilités de sorties de crise. Pour bien situer les enjeux il faut imaginer une opération de désenclavement comme s'il s'agissait d'une ville comme Grenoble. Sarajevo est située au centre de la Bosnie, qui est devenue en quelques mois un nouveau pays reconnu par

l'ONU<sup>5</sup>, alors qu'hier ce n'était qu'une région d'un état souverain. La taille et la configuration du terrain sont similaires à celles des Hautes-Alpes. Plusieurs millions de personnes s'affrontaient avec des moyens rustiques essentiellement autour de grands nœuds urbains et logistiques. Les confrontations se faisaient autour de questions communautaires, religieuses. En fait la plupart des protagonistes stigmatisaient ces questions pour s'approprier par la terreur des territoires et des biens avec des méthodes parfois proches de la barbarie vis-à-vis des populations civiles. La découverte de multiples charniers nous a révélé ces dernières années la véritable face de cette guerre civile. Tout a en effet commencé sur des critères nationalistes mais le conflit a vite dévié sur une guerre interethnique avec la multiplication de règlements de compte qui étaient plus de l'ordre

du droit commun et de la grande criminalité que de l'ordre de ce que l'on pourrait appeler le "patriotisme". Les affrontements les plus brutaux eurent lieu dans les villes : à Mostar, à Sarajevo, à Vukovar.... Au journal de 20 heures, les "snipers" abattaient femmes et enfants, quand ce n'était pas nos soldats, en "prime time", pour quelques Deutsche Mark.

Cette guerre urbaine avec ses contours malsains est celle que nos armées côtoient de plus en plus ici à Abidjan, mais aussi à Kaboul, comme nos alliés à Bagdad, en Indonésie, aux Philippines.... Elle impose de nouveaux réflexes pour maîtriser le terrain. Elle nous oblige à vivre avec de l'insécurité permanente et à imaginer de nouveaux modes d'action. A Sarajevo, en l'occurrence, l'objectif n'était pas de jouer le même jeu que nos adversaires du moment. Pour empêcher que nos troupes tombent dans le piège de l'escalade de l'affrontement (ce qui était en permanence recherché par les forces en présence quel que soit le bord) il fallait gagner la confiance des populations, en faire nos premiers alliés et aussi notre premier niveau de défense contre ces "psychopathies". La

3. I.H.E.D.N. : Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.

4. OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

5. ONU : Organisation des Nations Unies.

© PASCAL COLLOT.

▼ Bosnie.

© X.G.





## « ARTISANS DE LA PAIX »

bataille se déroulait sur les champs du psychologique et du rétablissement des grands réseaux de vie, le tout parfois sous les obus de mortier et sous la menace des tirs de snipers. L'objectif était de permettre de baisser l'intensité de la crise et de faire émerger des circuits de décision sains pour administrer les populations. Il était aussi de ramener les "psychopathes" sur un champ qui est celui du « droit commun », de la « sécurité publique », d'où l'importance du travail assuré par nos gendarmes sur ce type de terrain qui n'est pas celui de la guerre traditionnelle. L'exercice n'était pas aisé car il fallait montrer que nous étions déterminés, que nous n'avions pas peur, mais que nous refusions un rapport de force par le feu et la destruction. La plupart du temps nous allions au contact délibérément sans armement et sans protection pour provoquer cet effet psychologique qui oblige l'autre à adopter le même type de comportement et à accepter de négocier un retour à une vie normale pour les populations...

C'est ce qui fut mis en œuvre par exemple avec ces officiers de réserve et d'active du corps du génie en liaison étroite avec des experts d'EDF pour rétablir l'électricité. Par leurs actions souvent audacieuses ils ont

ainsi permis aux populations de sortir des niveaux de survivance humanitaire dans lesquels les maintenaient les protagonistes. Le rétablissement de l'énergie permit la réutilisation des réfrigérateurs et dans les quartiers isolés des pompes à eau. Il permit aussi de réalimenter les radios, les télévisions, les antennes satellites et d'entendre d'autres sources d'informations que celles des leaders locaux.

Il permit surtout de remettre en route le téléphone et de pouvoir échanger des nouvelles, de sortir de l'isolement. Mais ce fut aussi la réouverture de l'aéroport de Sarajevo, la remise en fonctionnement du tramway et surtout la rétablissement de la liaison ferroviaire avec l'Adriatique en ouvrant le port de Ploce au nord de Dubrovnik. Ces actions ont permis de démultiplier les capacités de transport de biens et de matériaux pour faciliter la reconstruction des villes au grand dam des réseaux mafieux qui bloquaient les routes et raquetaient les convois humanitaires. Par la suite ce fut la reconstruction de l'hôpital de Sarajevo et l'installation de dispensaires dans tous les quartiers de la ville en liaison avec plusieurs universités de médecine, des CHR et les spécialistes du SAMU de France. Toutes ces opérations ont été conduites par des officiers et sous-officiers de réserve issus de toutes les

spécialités. Sous leurs uniformes de marin, d'aviateur, de parachutiste, de marsouin s'exprimaient leurs talents civils d'ingénieur en télécom, d'architecte urbaniste, d'économiste, de juriste. Beaucoup vinrent passer entre 3 et 6 mois tels ces médecins et personnels de réserve du service de santé qui ont partagé leur temps entre leurs hôpitaux civils et ce terrain difficile.

Après cette première phase entre 1994 et 1998, que l'on pourrait qualifier de « prototype », les mêmes équipes endurcies par cette expérience de la Bosnie furent à nouveau projetées en Macédoine et au Kosovo en 1999. Leurs résultats furent probants tant en soutien des forces pour contribuer à stabiliser la situation lors des opérations de sécurisation et de démilitarisation de la zone, qu'en appui au rayonnement des intérêts de la France. Au lendemain de ces opérations l'Etat Major des Armées décida de transformer cette expérience en un véritable concept. C'est ainsi qu'une doctrine de « coopération civilo-militaire » naquit en 2002 afin de permettre aux armées de traiter plusieurs dimensions non militaires mais essentielles aujourd'hui pour gagner certaines batailles. Le COS qui fut initialement chargé de tester ce concept passa la main en 2001 à un Groupement interarmées : le G.I.A.C.M.<sup>(9)</sup>. Cette unité est directement rattachée à l'Etat-Major des Armées et réunit à Lyon un dispositif de plus de 90 experts issus de l'active et 380 de la

© X.G.



◀ Pont de Mostar.

▼ Ex-Zaïre.

© G.I.A.C.M.



réserve, projetables sur le monde entier.

Actuellement ce dispositif civilo-militaire est engagé sur de nombreux théâtres d'opérations et ses personnels œuvrent à la stabilisation et à la sécurisation de la Bosnie, du Kosovo, de l'Afghanistan, de la Côte d'Ivoire mais aussi du Congo dans le cadre de l'opération Artémis, du Darfour, d'Haïti pour ne prendre que les missions les plus connues. Des spécialistes sont partis lors du Tsunami en Asie du sud-est pour appuyer l'action des forces et des humanitaires sur le terrain, en assurant la liaison avec les ONG et les grandes organisations internationales. Une opération est engagée au Pakistan suite au récent tremblement de terre dans le cadre des nouvelles missions humanitaires conduites par l'OTAN. Il faut signaler par ailleurs que le GIACM est devenu aussi une référence internationale et vient de prendre le pilotage dans son domaine d'expertise des exercices « RECAMP »<sup>(7)</sup> qui ont eu lieu en Tanzanie, puis au Bénin et prochainement au Togo. Ce nouveau dispositif est très apprécié par les forces en place, mais aussi par nos alliés qui viennent former leurs équipes « CIMIC 8 » de l'OTAN à Lyon. Il est aussi très apprécié par le monde des ONG qui a monté des stages communs sous l'égide de Bioforce<sup>(9)</sup> pour apprendre aux militaires et aux humanitaires à travailler ensemble. Forts de ces succès sur le terrain, le monde des entreprises et celui des collecti-

vités territoriales se sont aussi rapprochés de ces équipes pluridisciplinaires pour croiser les expériences, les méthodes de travail et exploiter au mieux les compétences des réservistes.

Le G.I.A.C.M est actuellement l'un des dispositifs qui est parmi les plus engagés et sollicités au niveau international. Ce n'est pas une organisation « humanitaire » ou « utilitaire ». C'est une unité avant tout au service des armées afin de faire face aux nouveaux défis des conflits actuels. Ce n'est pas non plus une grosse organisation : ses missions sont de l'ordre du « sur mesure ». Ses personnels, qui sont de véritables artisans de la paix, sont impliqués dans tous les types de missions, que ce soit sous mandat onusien, otanien, européen, dans des coalitions interalliées, ou simplement dans le cadre d'accords de Défense avec des pays africains. Tous les types d'expertise sont mobilisés sur le terrain. Tous s'impliquent fortement et appartiennent à cette « quatrième génération du feu » qui est souvent méconnue bien qu'elle côtoie depuis vingt ans d'autres visages de la guerre tout aussi insoutenables que ceux des précédentes générations.

Gagner la guerre c'est vaincre



Dessin  
Pascal Collot  
(Kosovo  
2003).

une force militaire ou un pouvoir politique. Gagner la paix c'est gagner la guerre du cœur et la confiance

6. **G.I.A.C.M** : Groupement Interarmées de Coopération Civilo-Militaire.

7. **RECAMP** : Renforcement de la Capacité Africaine de Maintien de la Paix.

8. **CIMIC** : Civil and Military Cooperation.

9. **BIOFORCE** : Association spécialisée dans la formation des humanitaires.

▼ Intervention pour le tsunami 2004 en Indonésie.

© G.I.A.C.M.

▼ Afghanistan.

© G.I.A.C.M.





## «ARTISANS DE LA PAIX»

des populations. Bien entendu il ne s'agit pas d'être angélique ou naïf. Les crises vécues depuis une vingtaine d'années nous ont appris à rester lucide et clairvoyant. Elles m'ont appris aussi que cette phrase de Sophocle demeure particulièrement d'actualité : « *Ce n'est pas la largeur des épaules qui fait la souveraineté, seule l'intelligence est partout souveraine* ». J'ajouterai que rien n'empêche de mettre du cœur, de l'audace et de l'humanité dans l'action. C'est ce que m'ont enseigné ces dix années « d'opérations extérieures ».

Xavier GUILHOU, (GR 02)

Xavier Guilhou est spécialiste des crises internationales. Il est directeur général de XAG Conseil, conseiller du Commerce Extérieur de la France et ancien auditeur de l'IHEDN. Sur le plan militaire il est ORSEM, lieutenant-colonel de réserve et homme de terrain, issu des opérations spéciales. Il a exercé par ailleurs des responsabilités en matière de gestion des risques et de la sécurité à la tête de grands groupes industriels.

Co-auteur avec Patrick Lagadec de « *La fin du risque zéro* » (Eyrolles 2002) et de « *Voyage au cœur d'une implosion : ce que l'Argentine nous apprend* » (Eyrolles 2003). Avec Jean-Marie Aoust, Gilbert Canameras et Claude Revel : « *Quand ONG et PDG osent* » (Eyrolles 2004).



▼ Afghanistan .

© G.I.A.C.M.



## VOYAGE EN EXCLUSIVITE pour les lecteurs de "La Charte"

# maroc

## PAYS DES EXTREMES

(11 jours / 10 nuits)



**Du 20 au 30  
Septembre 2006  
ou  
du 06 au 16  
Octobre 2006**

### LES VILLES IMPERIALES :

RABAT, la capitale du Maroc. MEKNÈS, dont la renommée vint jusqu'à Louis XIV. FES, la capitale religieuse et intellectuelle... Sans oublier les ruines de Volubilis et MARRAKECH, "la Ville Rouge".

### LE GRAND SUD MAROCAIN :

TENERHIR, ancien poste militaire. Excursion aux Gorges de TODRA. ERFOUD, ville de fondation coloniale. Excursion en 4 x 4 aux dunes de MERZOUGA. Traversée de la vallée du DRÂA vers ZAGORA et bien sûr l'incomparable OUARZAZATE.



### ► NOTRE FORMULE COMPREND :

- l'assistance de "Partir Autrement" aux formalités d'enregistrement,
- le transport aérien PARIS / RABAT - MARRAKECH / PARIS sur vols AIR FRANCE,
- les taxes d'aéroport à Paris et au Maroc,
- les services d'un guide accompagnateur marocain francophone, pour toute la durée de votre circuit au MAROC,
- les transferts aéroport / hôtel / aéroport en autocar privatif,
- le logement en hôtels 4\*\*\*\* (normes locales) pour 10 nuits,
- la pension complète du déjeuner du jour 01 au petit-déjeuner du jour 11, dont : le déjeuner dans un restaurant de poissons à Rabat, le déjeuner dans un restaurant traditionnel de la Médina à Fes, le dîner dans la kasba de Tifoultout avec soirée folklorique, le dîner Méchoui "Chez Ali" avec spectacle FANTASIA et folklore,
- le transport en autocar de tourisme climatisé,
- les visites et excursions prévues et les droits d'entrée sur les sites et monuments,
- l'excursion en 4 x 4 pour aller assister au coucher du soleil aux dunes de Merzouga,
- les assurances assistance- rapatriement et annulation-bagages,
- les pourboires au guide-accompagnateur, guides locaux et au chauffeur de l'autocar,
- le carnet de voyage complet avec un mini-guide sur le MAROC,
- un sac de voyage "Partir Autrement" par couple.

### ► NOTRE FORMULE NE COMPREND PAS :

- le supplément pour chambre individuelle 212 €,
- les boissons et les dépenses personnelles.



**Partir Autrement**

Pour recevoir gratuitement le programme de ce voyage au MAROC, renvoyez ce coupon à

**PARTIR AUTREMENT - 75, rue de Monthéry  
91240 SAINT-MICHEL-SUR-ORGE**

Tél. : 01 69 32 06 06 - Fax : 01 69 32 01 31 - [partiraument@wanadoc.com](mailto:partiraument@wanadoc.com)

Nom & prénom :

Adresse :

Tél :